



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Turquie, Azerbaïdjan, Géorgie, Turkménistan

Une publication du SER d'Ankara
Semaine du 5 janvier 2026 (n° 458)

Zoom : Quel bilan de la désinflation en Turquie en 2025 ?

Le processus de désinflation s'est confirmé en Turquie en 2025. L'inflation (au sens de l'IPC) s'est élevée en décembre 2025 à 30,9 % en glissement annuel (g.a.) [selon TUIK](#), en nette baisse par rapport à 44,4 % fin-2024 (-13,5 points de pourcentage, pp.). En moyenne annuelle, l'IPC s'établit à 34,9 % en 2025, contre 58,5 % l'année passée (-23,6 pp.).

Cette amélioration provient principalement de trois postes de dépenses, qui ont ensemble contribué à la quasi-intégralité de la désinflation annuelle (-13,2 pp. sur un total de -13,5 pp.) : (i) les biens industriels non-énergétiques (mobilier, électroménager, vêtements, textiles, produits d'entretien, papeterie, etc.) et certains services (télécoms, loisirs et culture, etc.), pour un total de -8,1 pp. ; (ii) les produits alimentaires (-3,8 pp.) et (iii) les produits énergétiques (-1,3 pp.).

Malgré ces progrès, l'inflation constatée reste cependant nettement supérieure à la cible de 24 % établie en [février](#) par la Banque centrale pour la fin d'année 2025. La forte inertie des prix des services (logement, transports, éducation, santé, restauration, etc.) continue de tirer l'IPC vers le haut – l'inflation des services s'élève à 44,0 % (g.a.) en décembre 2025 vs. 25,0 % (g.a.) pour les biens – et explique notamment cette trajectoire qui, certes baissière, évolue au ralenti depuis la mi-2025. Cette rigidité s'explique notamment par la persistance de mécanismes d'indexation tarifaire de nature « *backward-looking* », particulièrement prégnants dans les services, qui conduisent à ajuster les tarifs pratiqués en référence à l'inflation officielle passée plutôt qu'à l'évolution réelle des coûts.

La survenance de plusieurs chocs exogènes durant l'année a par ailleurs notablement entravé la conduite du processus de désinflation :

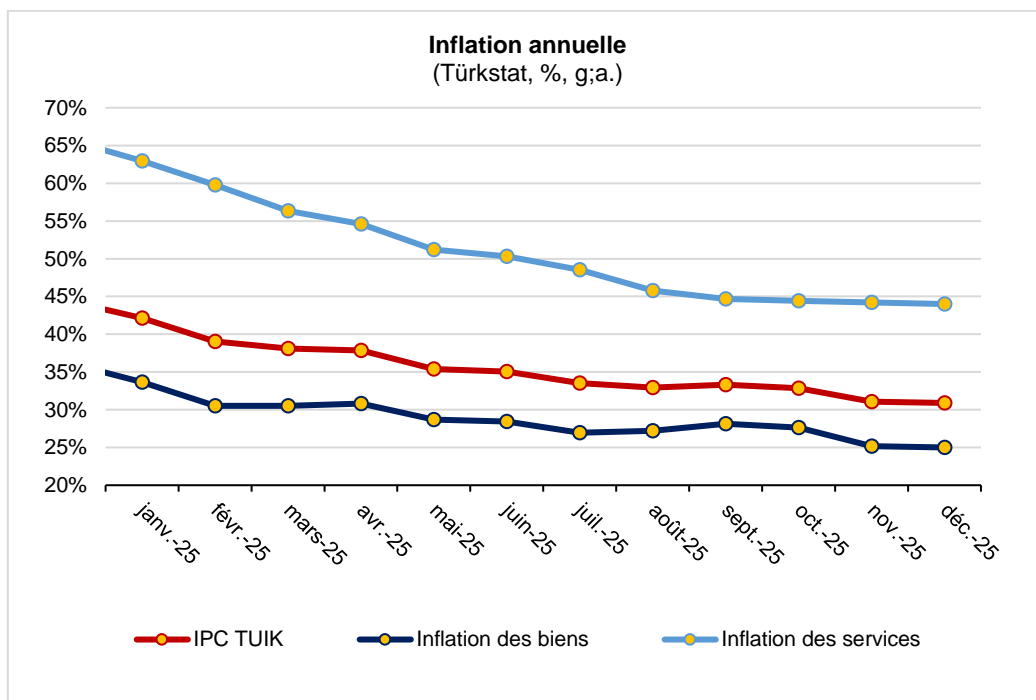
- (i) Les fortes fluctuations de change du printemps à la suite de l'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, ont alimenté l'inflation importée par le truchement de la dépréciation d'ampleur de la livre turque (TRY) face à l'euro (EUR) et au dollar (USD), un phénomène qui s'est ensuite renforcé avec l'appréciation de l'EUR – l'UE est le premier fournisseur de la Turquie – face à l'USD et la TRY à la suite des annonces tarifaires de l'administration Trump II. Au total, sur l'année 2025, la TRY a cédé respectivement 36,2 % face à l'EUR et 20,9 % face à l'USD ;
- (ii) Les événements climatiques extrêmes (gel et sécheresse) du printemps et de l'été ont également inversé temporairement la tendance à la baisse de l'inflation alimentaire, renchérissant ainsi notablement les prix entre août et octobre. Ainsi, après avoir atteint un point bas en juillet (27,9 % g.a.), l'inflation alimentaire s'est finalement réorientée à la hausse jusqu'à 36,1 % (g.a.) en septembre 2025. Au global, on observe toutefois une trajectoire de modération de la hausse des prix des aliments au cours de l'année 2025 (à +28,3 % g.a. en décembre 2025 vs. +43,6 % g.a. en décembre 2024) ;

- (iii) Un « effet richesse » lié à la forte hausse du cours de l'or durant l'année 2025 (+65,0 %), dont les ventes auraient selon les analystes permis de maintenir la consommation en Turquie à des niveaux élevés – la part du stock d'or détenu en Turquie étant estimée à ± 500 Mds USD – et ainsi conduit à une décélération insuffisante de la demande (la consommation privée a crû de 4,9 % au T3 2025, après +3,7 % au T2), en dépit de la politique monétaire restrictive menée par la Banque centrale (taux d'intérêt réel ex-post > à 7 % fin-2025). A cet égard, la croissance toujours dynamique du crédit en général (+34,5 % g.a. en [novembre 2025](#)), et du crédit à la consommation en particulier (> 50 % g.a. en nov. 2025) témoigne des difficultés rencontrées par les autorités économiques pour enclencher un cycle durable de modération de la demande.

De fait, le processus de désinflation demeure largement inachevé à mesure que se profile l'année 2026, en témoignent notamment les anticipations d'inflation qui restent considérablement désancrées : [pour fin-2026](#), elles s'élèvent à 23,4 % pour les acteurs des marchés financiers (banques), 34,8 % pour les entreprises du secteur réel et 50,9 % pour les ménages – soit bien au-delà de la cible de la Banque centrale sur le même horizon (16 %).

A horizon fin-2026, le scénario médian présenté par les principaux prévisionnistes (TEB, BBVA, Akbank, Gedik, etc.) repose sur une poursuite très graduelle de la désinflation, qui s'établirait autour de 25 % g.a. en décembre 2026 (fourchette 21 % - 27 %). Ces hypothèses sont néanmoins à manier avec précaution, car elles sont susceptibles d'être significativement remaniées à l'issue de la publication des données d'inflation de janvier 2026 par TUIK, qui consacrera par la même occasion un [changement de méthodologie](#) dans le mode de calcul de l'IPC.

Dans le même temps, les regards seront tournés sur la [stratégie de politique monétaire](#) qui sera poursuivie par la Banque centrale cette année. Les analystes anticipent un assouplissement monétaire qui se poursuivrait – au moins début 2026 – avec une baisse d'environ 150 points de base (pdb.) du principal taux directeur (1W repo) à l'issue du premier Comité de politique monétaire de l'année 2026 (22 janvier) – ce qui porterait le taux à 36,5 % contre 38 % actuellement. Au cours de l'année, le consensus table sur une baisse d'environ 1 000 pdb. amenant le taux directeur entre 28 % et 30 % en décembre 2026.



Macroéconomie et finance

Turquie : La hausse du salaire minimum fait débat

Le salaire minimum net* en Turquie [a été relevé](#) de 27,0 % au 1^{er} janvier 2026, atteignant 28 075,0 TRY net par mois (\pm 560 EUR), contre une hausse de 30,0 % l'année précédente. Cette augmentation, globalement conforme aux anticipations, sert en général de point référence aux revalorisations salariales du secteur privé. Le salaire minimum brut s'établit ainsi à 33 030,0 TRY (\pm 660 EUR), tandis que le coût total pour l'employeur atteint 39 223,0 TRY (\pm 780 EUR) dans l'industrie manufacturière et 40 214,0 TRY (\pm 800 EUR) dans les autres secteurs.

Malgré cette hausse nominale, le nouveau salaire minimum demeure inférieur au « *seuil de la faim* », – défini par la [confédération syndicale TÜRK-İŞ](#) comme le montant requis pour couvrir uniquement les dépenses mensuelles de santé et d'alimentation d'une famille de quatre personnes – estimé à 30 143,8 TRY (\pm 600 EUR) en janvier 2026. La hausse se situe également en deçà de l'inflation officielle en 2025 (qui s'élève à 30,9 % en g.a. et 34,9 % en moyenne annuelle), alimentant les critiques sur l'érosion du pouvoir d'achat. En Turquie, la moitié de la population active (53,2 %) serait rémunérée au salaire minimum, selon le [rapport 2025](#) de la confédération syndicale DİSK-AR.

Turquie : Recul modéré de la pauvreté relative et des inégalités de revenu

Selon les [statistiques annuelles de TUIK sur les conditions de vie de 2025](#) (basée sur les revenus de 2024), le taux de pauvreté relative recule modérément en Turquie. La part de la population vivant sous le seuil de pauvreté relative – fixé à 50 % du revenu médian – s'établit à 13,0 % dans l'enquête 2025, en baisse de 0,6 point par rapport à 2024. En dépit de cette baisse visible pour la majorité des types de ménages, la pauvreté reste concentrée parmi les personnes peu diplômées (23,8 % pour les individus sans diplôme vs. 2,5 % chez les diplômés du supérieur) et plus d'un quart de la population (27,9 %) demeure exposée au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, en particulier les jeunes de 0-17 ans (36,8 %).

Par ailleurs, les [statistiques annuelles de TUIK sur la distribution des revenus de 2025](#) (revenus 2024) indiquent une amélioration très marginale des inégalités. La part du quintile le plus riche dans le revenu total recule légèrement à 48,0 % (-0,1 pt en g.a), tandis que celle du quintile le plus pauvre progresse à 6,4 % (+0,1 pt). Le coefficient de Gini* diminue à 0,41 (-0,003 pt en g.a), confirmant un léger rééquilibrage de la distribution des revenus, en partie lié au rôle redistributif des transferts sociaux.

**L'indice (ou coefficient) de Gini est un indicateur synthétique permettant de rendre compte du niveau d'inégalité pour une population donnée : 0 = égalité parfaite ; 1 = inégalité totale.*

Turquie : Lancement d'un vaste plan de soutien à l'emploi des jeunes

Les autorités turques ont lancé le 6 janvier 2026 le programme « [GÜÇ – Gençliğin Üretim Çağı](#) » (litt. : *L'ère de la production pour la jeunesse*), visant à accélérer l'insertion des jeunes sur le marché du travail et à réduire le nombre de NEET (*jeunes ni en emploi, ni scolarisés, ni en formation*), dans un contexte où le chômage des jeunes en Turquie est structurellement élevé (15,4 % vs. 8,6 % pour la population générale, [en novembre 2025](#)). Le budget total annoncé, pour une période de 3 ans, est de 445 Mds TRY (\pm 8,9 Mds EUR).

Parmi les principales mesures, on note le dispositif *İlk Adım* (litt. *Mon premier pas*) qui prévoit la prise en charge par l'Etat, pendant 6 mois, des salaires et cotisations sociales des 18-25 ans embauchés, pour un total de 750 000 personnes sur 3 ans (250 000/an) – et ce, sans condition pour l'employeur de prolongation du contrat au-delà de 6 mois. Ce dispositif est doté d'une enveloppe de 216,0 Mds TRY (\pm 4,3 Mds EUR).

Azerbaïdjan : Recul de l'endettement public au 1^{er} décembre 2025

Au 1^{er} décembre 2025, la dette publique totale de l'Azerbaïdjan [s'élevait](#) à 14,9 Mds USD, soit 19,5 % du PIB prévisionnel pour 2025 (76,4 Mds USD) selon le ministère des Finances. Dans le détail, la

dette extérieure s'élevait à 4,8 Mds USD (6,3 % du PIB prévisionnel), en baisse de 6% par rapport au début de l'année. La dette domestique publique s'élevait pour sa part à 10 Mds USD (13,1 % du PIB prévisionnel), [en baisse](#) de 8,5 % sur la même période.

Turkménistan : Près d'un quart du budget destiné à l'investissements en 2026

Le budget consolidé de l'État pour 2026 devrait s'établir à 131,8 Mds TMT (± 32 Mds EUR), avec des dépenses sociales représentant 77,1% du budget de premier niveau (26,8 Mds TMT), principalement orientées vers l'éducation (37,5 %), la sécurité sociale (37,4%) et la santé (13,2%). Le Turkménistan prévoit en outre d'allouer 41,2 Mds TMT (± 10,0 Mds EUR) à la mise en œuvre de son [programme d'investissement en 2026](#), dont 68,5 % seraient destinés aux infrastructures de production.

Marchés financiers turcs

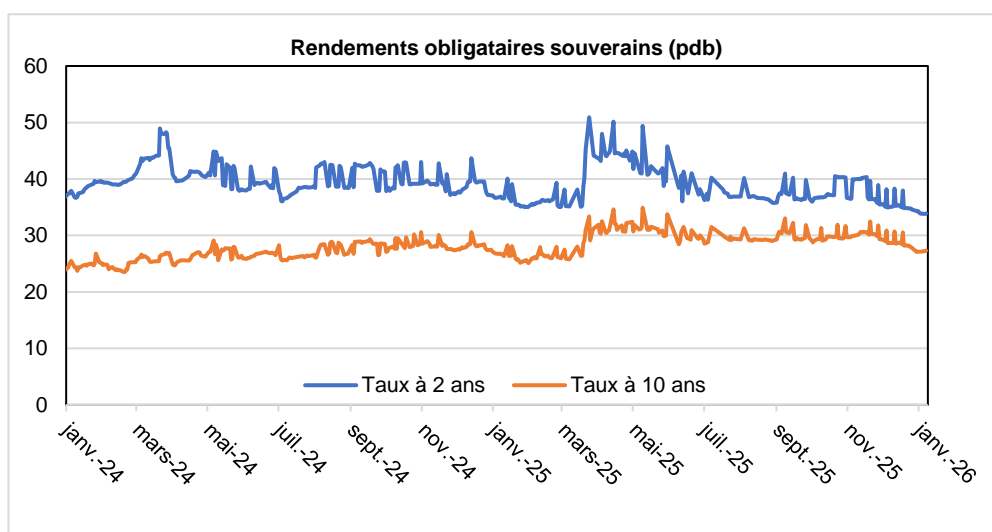
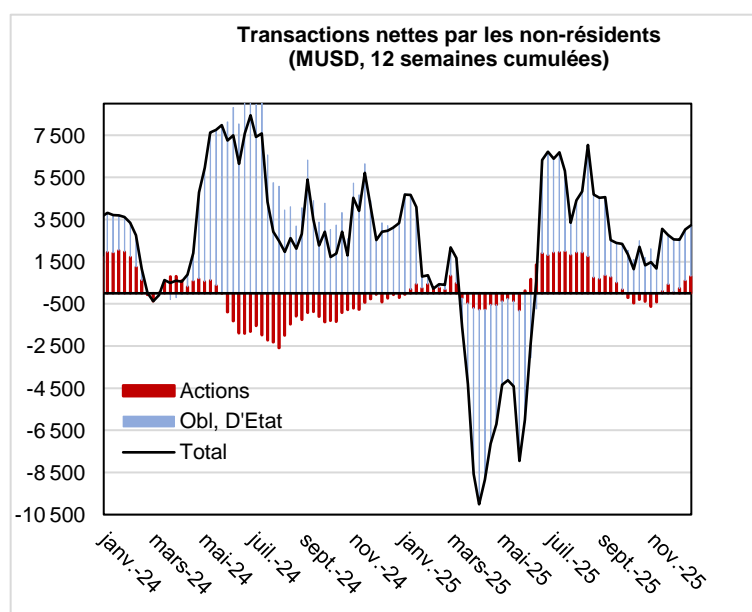
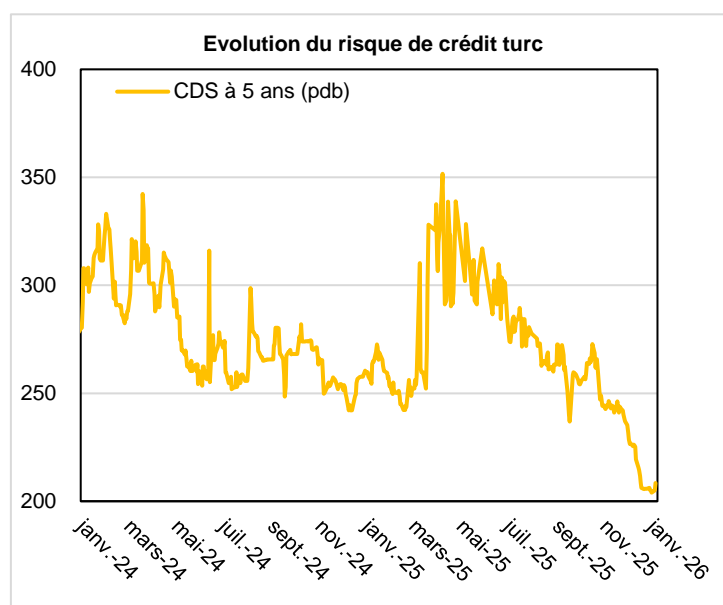
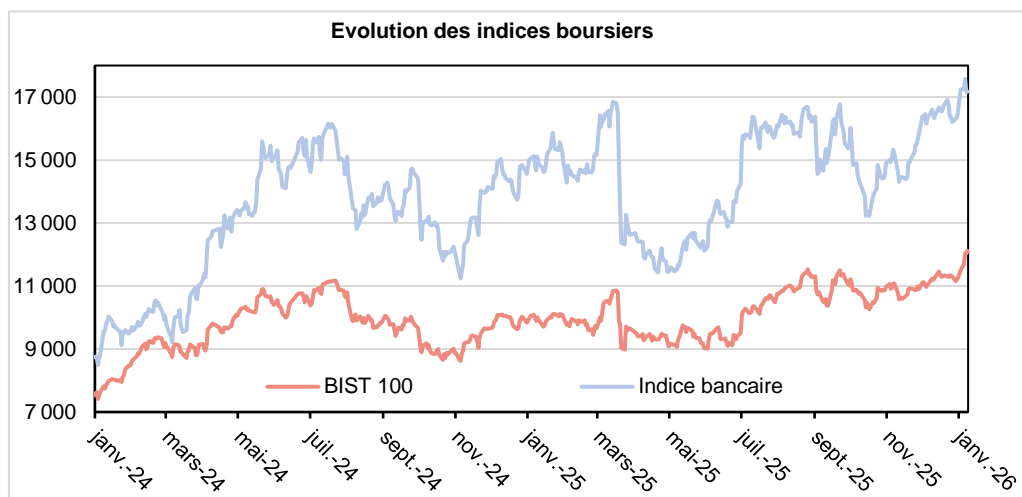
Indicateurs		07/01/2026		var semaine		var mois		var fin 2024	
BIST 100 (TRY)		12028,84		6,81%		7,46%		21,63%	
Taux directeur de la BCT		38,00%		0,00 pdb		-150,00 pdb		-950,00 pdb	
Taux des emprunts de l'Etat à 2 ans		33,90%		-42,00 pdb		-133,00 pdb		-319,00 pdb	
Taux des emprunts de l'Etat à 10 ans		27,30%		14,00 pdb		-135,00 pdb		-18,00 pdb	
Pente 2-10 ans		-660,00 pdb		56,00 pdb		-2,00 pdb		301,00 pdb	
CDS à 5 ans		205,00 pdb		-0,16 pdb		-21,18 pdb		-55,50 pdb	
Taux de change USD/TRY		43,05		0,30%		1,07%		22,01%	
Taux de change EUR/TRY		50,32		-0,11%		1,49%		36,70%	
Taux Forward		07/01/2026	2 sem.	1 mois	2 mois	3 mois	6 mois	9 mois	1 an
Taux USD/TRY FW 07/01/26		43,05	43,52	44,09	45,04	46,09	49,29	52,73	56,46
Var en % (Vs.07/01/26)		-	1,1%	2,4%	4,6%	7,1%	14,5%	22,5%	31,1%
Taux EUR/TRY FW 07/01/26		50,32	50,90	51,61	52,78	54,13	58,10	62,38	66,83
Var en % (Vs.07/01/26)		-	1,1%	2,6%	4,9%	7,6%	15,5%	24,0%	32,8%

Les marchés financiers turcs ont commencé l'année 2026 avec une tendance contrastée.

D'un côté les marchés boursiers se sont inscrits en hausse cette semaine. L'indice BIST 100 s'est accru de 6,8 % à 12 029 points, tandis que l'indice bancaire du BIST progressait de 3,7 % à 17 168 points au 08/01, les deux indices atteignant dès lors un record historique de valorisation.

Toutefois, le marché obligataire demeure tendu : si le taux à 2 ans de la dette turque a reculé de 42 pdb en g.h. à 33,9 %, le taux à 10 ans s'est accru de 14 pdb à 27,3 %. Ainsi, malgré l'amélioration des fondamentaux macroéconomiques – marquée par le reflux de l'inflation, du déficit courant, et la reconstitution des réserves – et la baisse de la prime de risque en 2025 (les CDS souverains à cinq ans ayant atteint un plus bas niveau depuis 2018, à 205 pdb), le rendement des obligations souveraines à dix ans demeure quasi inchangé par rapport à fin 2024, ce qui témoigne de conditions financières encore largement restrictives. [La poursuite du cycle de baisse des taux d'intérêt par la Fed en 2026](#) devrait cependant soutenir l'attractivité des marchés émergents, ce qui pourrait bénéficier à la Turquie.

Enfin, la livre turque est restée stable cette semaine, atteignant 50,3 TRY/EUR (+0,11 % en g.h.) et 43,1 TRY/USD (-0,30 % en g.h.) au 7 janvier.

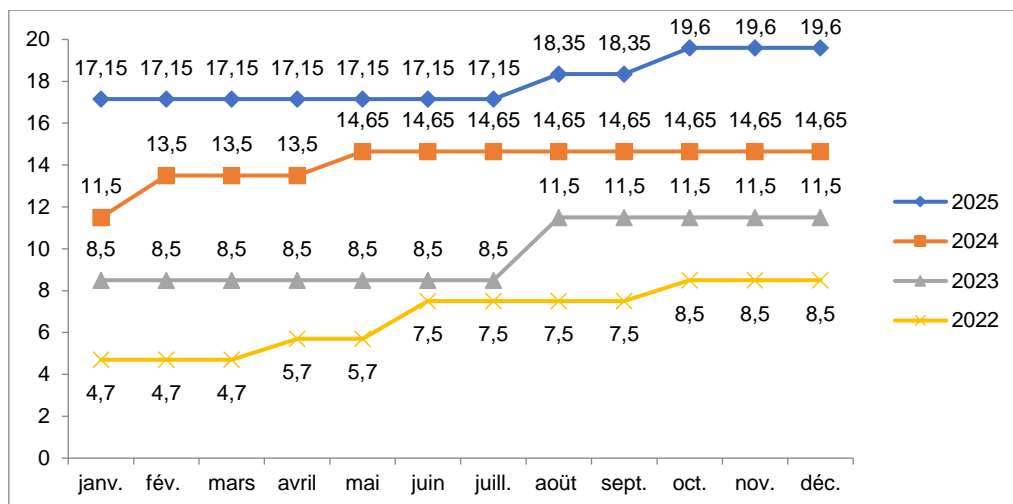


Agriculture et agroalimentaire

Turquie : La hausse du prix recommandé du lait a été entérinée

Le Conseil National du Lait (USK) a annoncé un [nouveau prix recommandé pour le lait cru de vache](#) (à 3,6 % de matière grasse et 3,2 % de protéines) : 22,2 TRY/l à partir du 22 janvier 2026, soit une hausse de 13,4 % par rapport au prix précédent de 19,60 TRY/l.

Graphique : Evolution du prix de référence du lait cru (TRY/l)



Source : SER d'Ankara, sur la base des données du [Conseil National du Lait](#)

Turquie : Nouvelles couvertures en matière d'assurance agricole pour 2026

En 2026, le [régime d'assurance agricole](#) TARSİM est profondément renforcé afin de mieux sécuriser les revenus agricoles face aux risques climatiques. La réforme introduit une [assurance de protection des revenus](#) pour les principales céréales (blé tendre et dur, orge, seigle), couvrant à la fois les pertes de rendement et les fluctuations de prix. La [réforme](#) élargit aussi les garanties contre les aléas climatiques et naturels, aux dégâts causés par la faune, ainsi qu'aux activités sous serre, à l'élevage, à l'aquaculture, à l'apiculture et à la sériciculture.

Le soutien public aux primes est également accru, avec une prise en charge comprise entre 50 % et 70 %, portée à 70 % pour les cultures à risque élevé et les assurances de rendement. Le [ministre Yumaklı](#) a également déclaré que la couverture serait [étendue](#) aux dommages liés aux coups de soleil pour les agrumes (pamplemousse, citron, mandarine et orange) et au gel hivernal pour de nombreux fruits (abricot, pêche, nectarine, prune, pomme, poire, coing, cerise et griotte.), avec un taux de subvention publique fixé à 70 %.

Turquie : Relance des aides rurales vers les femmes, les jeunes et l'innovation

Le [ministère de l'Agriculture et de la Forêt](#) lance une nouvelle phase des aides au développement rural, visant à renforcer l'investissement et la modernisation des zones rurales. Les taux de subvention peuvent atteindre jusqu'à 70 % du montant du projet, avec une priorité accordée aux femmes et aux jeunes entrepreneurs, auxquels au moins 20 % du budget est réservé. Cette [nouvelle période](#) élargit également les soutiens aux projets liés à la numérisation, à l'automatisation et aux technologies innovantes, afin de dynamiser l'économie rurale et la production agricole.

Géorgie : Promotion de l'agro-alimentaire géorgien à l'international

L'[Agence du Développement Rural de la Géorgie](#) a annoncé qu'elle organiserait des pavillons géorgiens lors de 11 salons internationaux agro-alimentaires en 2026 dans 10 pays, notamment l'Allemagne, le Japon, les Pays-Bas, l'Arabie saoudite, l'Azerbaïdjan, la Chine, l'Inde, le Qatar, l'Espagne et les États-Unis d'Amérique afin de permettre aux producteurs géorgiens de promouvoir leurs produits à l'étranger, d'accroître leur visibilité et de diversifier leurs marchés, avec des mécanismes de soutien financier et technique proposés aux entreprises participantes.

Énergie, environnement et transports

Turquie : Nouveau record pour les exportations de défense et d'aéronautique en 2025

Les exportations turques de défense et d'aéronautique ont [atteint](#) 10,1 Mds USD en 2025, contre 7,1 Mds USD en 2024, soit une hausse de 48 %. Dans le détail, la valeur exportée comprend 9,9 Mds USD de biens et 184,0 MUSD de services. Les nouveaux contrats finalisés en 2025 sont annoncés à 17,8 Mds USD (contre 10 Mds USD en 2024, soit une hausse de 78 %), avec des accords cités notamment pour un navire militaire destiné au Portugal, des livraisons à l'export du HÜRJET pour l'Espagne, un accord autour du KAAN avec l'Indonésie et un contrat de patrouilleurs avec la Roumanie.

Turquie : Record historique du trafic aérien en 2025

Le trafic de passagers dans les aéroports turcs a [atteint](#) un record en 2025 avec plus de 247 M de voyageurs (y compris le transit direct), soit une hausse de 7,1% par rapport à 2024. Les vols intérieurs ont transporté 101,7 M de passagers tandis que les vols internationaux ont transporté 145,4 M de passagers.

Istanbul reste le principal hub : Istanbul Airport a accueilli 84,5 M de passagers (+5 %), tandis que Sabiha Gökçen a servi 48,4 M (+17 %) de passagers.

Turquie : Turkish Cargo veut doubler la capacité de fret du hub SmartIST

Turkish Cargo, la division fret de Turkish Airlines, [a lancé](#) un programme d'investissement de 100 Mds TRY (environ 2,3 Mds USD) à l'aéroport d'Istanbul (IST), comprenant huit nouveaux sites (cargo, catering, maintenance moteurs, hangars, e-commerce, etc.). Le groupe annonce 26 000 emplois dès 2026, puis plus de 36 000 une fois l'ensemble des phases achevées.

Le cœur du projet est l'extension SmartIST (phase 2), qui doit porter la capacité de traitement de près de 2 Mt/an à 4,5 Mt/an sur 340 000 m², ainsi qu'une nouvelle unité de restauration en vol annoncée capable de servir plus de 500 000 passagers/jour. Turkish Airlines rappelle par ailleurs transporter plus de 85M de passagers et environ 2M de tonnes de fret par an.

Turquie/Azerbaïdjan : Nouvel accord de 15 ans pour l'approvisionnement turc en gaz azerbaïdjanais

La Turquie a [conclu](#) le 4 janvier un nouvel accord de long terme portant sur l'importation sur 15 ans de 33 Mds de mètres cubes de gaz naturel d'Azerbaïdjan. La Turquie importera ainsi 2,25 Mds de mètre cube de gaz par an provenant du gisement offshore d'Absheron, situé en mer Caspienne. Les livraisons par gazoduc devraient débuter en 2029.

Pour rappel, début décembre 2025 la Turquie [a prolongé d'un an ses accords d'importation de gaz russe](#) arrivant à échéance à la fin de l'année dernière. La Turquie a également annoncé son intention d'investir dans les infrastructures de gaz naturel liquéfié (GNL) américaines dans le cadre de sa stratégie de réduction de sa dépendance énergétique à l'égard de la Russie.

Azerbaïdjan : Augmentation des prix de l'essence SP-92 et du diesel

[Le 1^{er} janvier, le prix de l'essence SP-92 a augmenté de 0,05 AZN](#) pour atteindre 1,15 AZN/litre (0,68 USD), tandis que le prix du diesel a augmenté de 0,1 AZN pour atteindre 1,1 AZN/litre (0,65 USD). Cette hausse est justifiée par [l'augmentation de la taxe routière sur l'essence, le diesel et le gaz liquéfié destinés au marché intérieur](#) de 0,05 AZN par litre pour atteindre 0,07 AZN, montant intégré au prix de gros, TVA et accises comprises. A noter que le prix de l'essence de qualité supérieure SP-95 reste pour sa part inchangé, à 1,60 AZN (0,94 USD).

Azerbaïdjan : Hausse des profits d'AZAL en 2024

La compagnie nationale Azerbaijan Airlines (AZAL) a clôturé l'exercice 2024 sur un bénéfice net de 216,7 MAZN (127,5 MUSD), en hausse de 85,8 % sur un an, [selon son rapport financier publié le 29 décembre 2025](#). Cette performance intervient malgré une forte progression des coûts, notamment du carburant (268,3 MUSD, +37,4 %) et du personnel (147,1 MUSD, +45,7 %). Au 1^{er} janvier 2025, les actifs d'AZAL atteignaient 1,7 Md USD (+12,1 %).

Industrie, services et innovation

Turquie : L'industrie manufacturière reste en contraction mais montre des signes d'amélioration

En [décembre](#) 2025, l'indice PMI manufacturier de la Turquie s'établit à 48,9, contre 48,0 en novembre, marquant une amélioration pour le deuxième mois consécutif. Bien qu'il demeure en zone de contraction (sous le seuil de 50) pour le 21^e mois consécutif, ce niveau correspond à la contraction la plus modérée de l'activité industrielle observée en 2025.

Turquie : Résultats records du marché automobile en 2025

Selon l'Association des distributeurs automobiles et de la mobilité ([ODMD](#)), le marché automobile turc a enregistré en 2025 un volume record de 1 368 400 véhicules vendus, en hausse de 10,5 % par rapport à l'année précédente. Pour 2026, le marché vise un volume annuel d'environ 1,5 million d'unités. Renault devient le leader du marché total avec 144 331 unités vendues, soit 10,5 % de part de marché, devant Fiat (8,7 %) et Volkswagen (8,2 %). Les véhicules électriques ont poursuivi leur progression, avec près de 192 000 unités vendues sur l'année (+82 %), représentant plus de 17 % des ventes de voitures particulières. La marque nationale Togg domine ce segment avec 20 % de part de marché, devant Tesla (16 %).

Turquie : Nouvelle réglementation sur les envois postaux

La décision relative à la modification du décret d'application de certaines dispositions de la loi douanière concernant les envois postaux et les livraisons par courrier express en provenance de l'étranger a été publiée au [journal officiel](#) le 7 janvier. Elle supprime intégralement le seuil d'exonération de droits de douane de 30 euros.

Désormais, tous les envois, quel que soit leur montant, sont soumis à une taxation forfaitaire, fixée à 30 % pour les marchandises en provenance de l'Union européenne et à 60 % pour celles provenant de pays tiers. Lorsque les produits relèvent de la liste n°4 de la loi relative à la taxe spéciale sur la consommation (ÖTV), un prélèvement forfaitaire supplémentaire de 20 % s'applique. Les médicaments et compléments alimentaires destinés à un usage personnel, non commercial, sur la base d'une prescription ou d'un rapport médical, et d'une valeur n'excédant pas 1 500 euros, sont également soumis à ces mêmes taux. La décision entrera en vigueur 30 jours après sa publication et sera mise en œuvre par le ministère du Commerce.

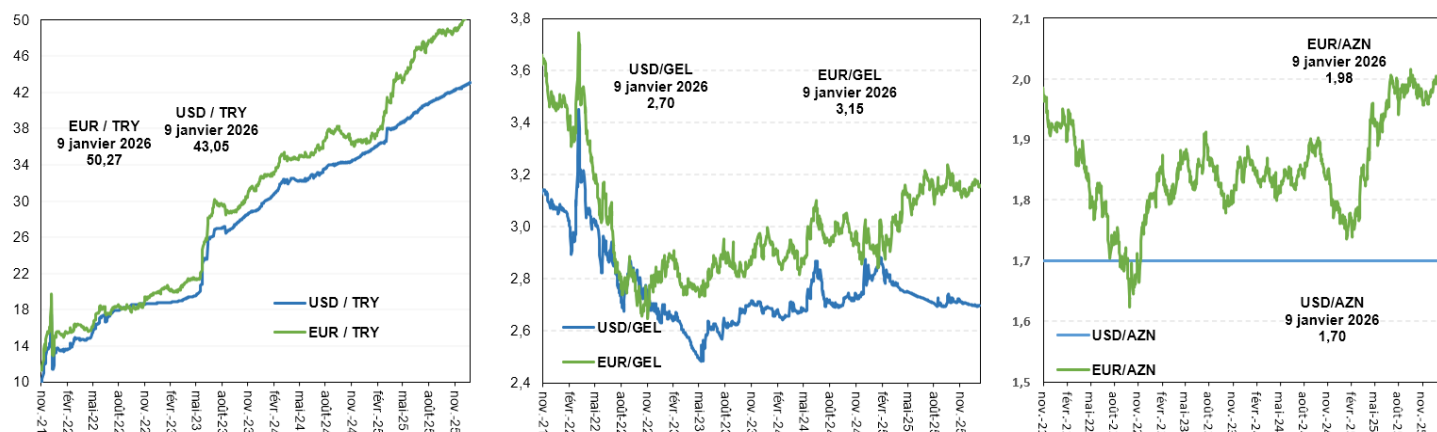
Turquie : Autorisation encadrée de l'importation de vêtements d'occasion à des fins de recyclage

Une nouvelle réglementation, publiée au Journal officiel le 31 décembre ([4e édition bis](#)), autorise l'importation de vêtements d'occasion destinés exclusivement à la production de matières premières recyclées, dans le cadre des objectifs de l'économie circulaire du secteur textile. Cette importation est soumise à une procédure de conformité et de contrôle du ministère du Commerce. Les produits concernés ne pourront pas être mis sur le marché pour un usage direct, mais uniquement transformés en fibres, fils ou tissus. Seules les entreprises disposant d'une infrastructure technique et industrielle adéquate seront autorisées à importer ces produits, sous le contrôle des autorités compétentes. Selon les représentants du secteur, cette mesure constitue une étape importante dans l'alignement de la Turquie sur les exigences du Pacte vert pour l'Europe.

Turquie : Ouverture d'une enquête de sauvegarde sur la résine PET

La Turquie a notifié le 6 janvier 2026 à l'Organisation mondiale du commerce ([OMC](#)) l'ouverture, au 31 décembre 2025, d'une enquête en matière de sauvegardes visant les importations de résine de polyéthylène téréphtalate (PET). L'enquête concerne l'ensemble des importations, mais elle vise principalement les flux en provenance de pays d'Asie de l'Est, notamment la Chine, Taiwan, le Vietnam et l'Inde, identifiés comme les principales sources de la hausse récente des importations.

Tableaux statistiques et graphiques



	PRÉVISIONS DE CROISSANCE						PRÉVISIONS D'INFLATION (fin d'année)					
	TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE		TURQUIE		AZERBAÏDJAN		GÉORGIE	
	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026	2025	2026
FMI	3,50 % oct-25	3,70 % oct-25	3,00 % oct-25	2,50 % oct-25	7,20 % oct-25	5,30 % oct-25	31,00 % oct-25	21,00 % oct-25	5,20 % oct-25	4,00 % oct-25	4,40 % oct-25	3,00 % oct-25
Banque mondiale	3,50 % oct.-25	3,70 % oct.-25	1,90 % oct.-25	1,80 % oct.-25	7,00 % oct.-25	5,50 % oct.-25	29,00 % oct.-25	18,00 % oct.-25	2,10 % Av. 25	4,6 % Av. 25	1,10 % Av. 25	4,50 % Av.25
OCDE	3,20 % oct-25	3,20 % oct-25	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	33,50 % oct-25	19,20 % oct-25	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Gouvernement	3,30 % sept-25	3,80 % sept-25	3,50 % Jan.25	n.d.	6,00 % Jan. 25	5,20 % Jan. 25	28,50 % sept-25	16,00 % sept-25	n.d.	n.d.	1,00 % Jan. 25	3,00 % Oct. 23
Banque centrale	n.d.	n.d.	3,30 % Jan. 25	3,50 % Jan. 24	5,60 % mai-24	5,30 % mai-24	32,00 % oct-25	16,00 % oct-25	5,50 % janv-25	3,80 % Jan. 25	4,90 % mars-25	2,90 % mars-25

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Jérôme Baconin

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, orhan.chiali@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER d'Ankara

Abonnez-vous : paul.lapoutge@dgtresor.gouv.fr